



Monsieur l'Administrateur du Nord,

L'Intersyndicale du Nord dénonce, une fois de plus, la politique de suppressions d'emplois dans la fonction publique et à la DGFIP en particulier.

A la DGFIP, c'est une invraisemblable fuite en avant : près de 2 500 suppressions actées pour 2012.

Pourtant, il n'y a pas de secret : pour un service public de qualité, il faut une administration qui soit en capacité de mener à bien toutes ses missions.

A la DGFIP, tel n'est pas le cas. Pour l'intersyndicale, notre administration est aujourd'hui en danger car la charge de travail s'est considérablement accrue.

Devant la commission des Finances de l'Assemblée Nationale, M. Parini a lui-même reconnu une augmentation des charges de 35%. Et celle-ci s'accompagne d'une complexification croissante, illustrée par les incessantes modifications législatives !

Dans le même temps, au plan national nos moyens humains ont fortement chuté: **plus de 15% des effectifs ont été supprimés depuis 2002** (24 591 postes, soit l'équivalent du total des postes actuellement implantés dans les directions départementales d'Île de France).

Au plan local, le MAGERFIP nous accorde une 2^{ème} place non négociable pour l'année 2012 (avec 95 emplois sacrifiés supplémentaires).

Ainsi, nous sommes bien face à l'affaiblissement de la capacité d'action de la DGFIP au service de la collectivité alors qu'il faut au contraire renforcer nos moyens humains, juridiques et matériels.

Ce n'est pas une lubie ; c'est une demande socialement juste et budgétairement rentable qui s'impose comme une urgence.

Au-delà de l'exercice des missions, nous faisons le lien entre la baisse du niveau d'accomplissement des missions et l'augmentation de la souffrance au travail. Les suppressions de postes et les conséquences que cela engendre (stress au travail, surcharges de travail, mobilité géographique ou fonctionnelle amoindrie, ...) sont la première source des risques psychosociaux recensés.

Gilles Carrez, député UMP, s'interroge dans le rapport de la commission des finances déjà cité : « la DGFIP doit se préoccuper des conditions de travail et du climat interne pour éviter de créer un syndrome France Télécom ».

Pour l'intersyndicale, l'état d'épuisement des services est une réalité dans tout le département. Partout les signaux sociaux sont au rouge et il devient évident que la DGFIP reste à flot grâce au professionnalisme de ses agents. Mais pour combien de temps ?

Le poids des objectifs, les formes de management agressives, les déficits d'effectifs qui conduisent les agents à supporter toujours plus de charges de travail pour toujours moins de considération, sont autant de facteurs qui font perdre aux agents leurs repères.

L'intersyndicale du Comité Technique Local ne siègera donc pas à cette 2^{ème} convocation. Les propositions que vous présentez aujourd'hui sont toujours inacceptables. Pour nous, ce sont de créations d'emplois dont il faut parler aujourd'hui.

Vous vous retranchez systématiquement derrière les décisions nationales. Dans ces conditions, ce comité technique ne peut donc être l'instance de dialogue prévue.

Enfin, Monsieur l'Administrateur, vous avez la responsabilité de la santé de vos agents. Qu'avez-vous fait pour défendre les emplois dans le Nord ?

C'est ce que sont venus entendre les agents aujourd'hui présents.

En tout état de cause, les agents de la DRFIP Nord auront l'occasion dès jeudi prochain, le 2 février, de rappeler leurs revendications en matière d'emplois, bien sûr, mais aussi sur les conditions de vie au travail, les missions, les rémunérations, en se mettant massivement en grève.